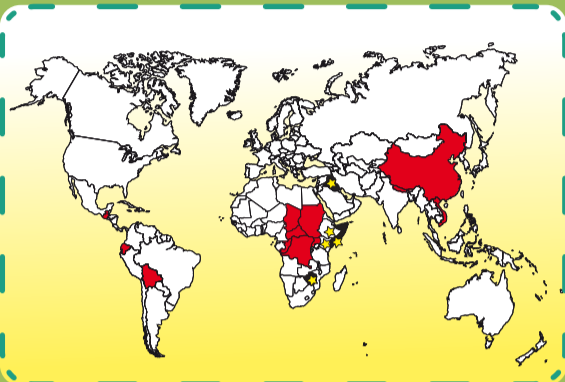


# une crise alimentaire prévisible

## « On paye 20 ans d'erreurs »

[ Olivier De Schutter, professeur à l'UCL, nouveau rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation - mai 2008 ]

Pays en crise



- **Insécurité alimentaire localisée** (population réfugiée ou déplacée, mauvaises récoltes)
  - **Pénurie exceptionnelle de nourriture** (sécheresse, conflit, crise économique)
  - ★ **Pays où de mauvaises récoltes sont prévues**
- (Mai 2008)

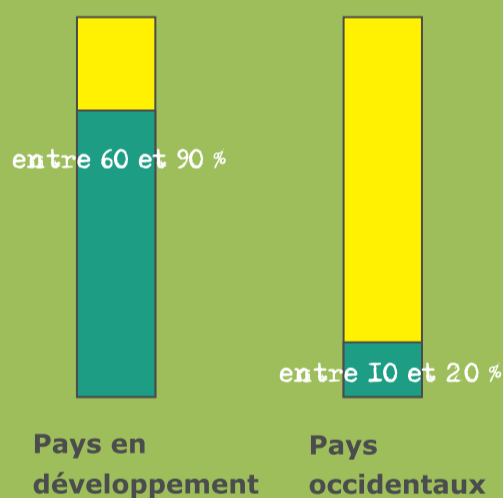


**Plus de 40 pays** ont été confrontés à des «émeutes de la faim» en raison de la hausse brutale des prix des produits alimentaires.

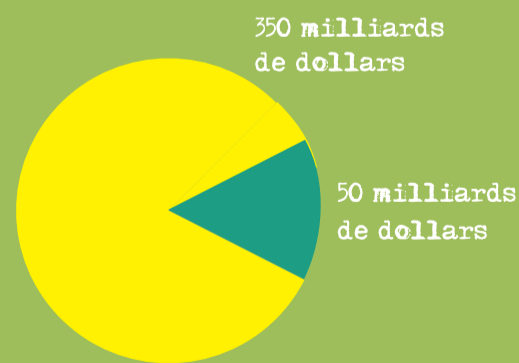
Ces révoltes ne sont que la face visible d'un problème bien plus profond.

Selon les Nations unies, près de 100 millions de personnes peuvent venir s'ajouter aux 850 millions qui souffraient déjà de sous-alimentation avant la crise. **L'insécurité alimentaire** n'est pas passagère mais bien structurelle. Et pourtant les avertissements ont été nombreux ...

Part du revenu moyen consacré à l'alimentation



Subvention à l'agriculture versus aide au développement



**Aide publique au développement :** 50 milliards de dollars  
**Subventions américaines et européennes à l'agriculture :** 350 milliards de dollars  
 (Chiffres : 2003)

Les subventions des pays industrialisés à l'agriculture sont 7 fois supérieures à l'aide au développement et profitent surtout à de gros producteurs.

Sources : FAO, RFI, ONU, Le Monde.

## Pourquoi ?

Le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation dans les pays en développement augmente depuis le milieu des années 1990.

Si le problème avant était davantage lié à une mauvaise répartition des produits alimentaires, il semble aujourd'hui que la production ne permette plus de satisfaire l'ensemble des besoins pour les années à venir.

Les causes en sont variées :

- **La demande accrue** des pays émergents (Chine, Brésil, Inde), où le niveau de vie des populations augmente à grande vitesse. Leur consommation reste cependant très inférieure à celle des pays riches.
- **La réduction des surfaces agricoles** destinées à l'alimentation, en raison de l'urbanisation grandissante, des changements climatiques et de la vogue des biocarburants..
- **Les plans d'ajustement structurel** des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) ont poussé les pays les plus endettés à développer des cultures d'exportation et à importer la nourriture dont ils avaient besoin.
- **La libéralisation des marchés** et le démantèlement des systèmes de contrôle de prix prônés par ces mêmes institutions ont rendu les pays en développement vulnérables à la volatilité des prix et aux spéculations financières sur les marchés des matières premières.

## Que faire ?

La distribution d'aide alimentaire d'urgence, certes nécessaire, ne suffit pas. Il faut agir sur les causes profondes du problème :

- **Consommer moins** d'énergie et réduire la course à la consommation, propres à notre modèle de vie occidental.
- **Renforcer le développement** rural et le soutien à l'agriculture vivrière dans les pays pauvres, afin d'augmenter la production locale.
- **Rendre plus équitables** les règles du commerce international et supprimer de manière graduelle les subventions aux exportations des produits agricoles dans les pays riches.
- **Souveraineté alimentaire** : L'alimentation est un enjeu trop précieux pour que la production et la régulation des stocks soit uniquement soumise aux règles du marché. Il appartient aux Etats de veiller à l'alimentation de leur population.

### Contribution de Louvain Développement



L'extrême pauvreté touche principalement des populations rurales pratiquant une petite agriculture d'auto-subsistance. Leurs revenus ne leur permettent pas de satisfaire leurs besoins en matière d'alimentation, de santé ou d'éducation. L'appui de Louvain Développement leur permet d'accéder au micro-crédit, de s'approvisionner en engrais et en semences ou encore de commercialiser leurs productions de manière plus équitable. Nous favorisons également les capacités des petits paysans à se prendre en charge au travers de coopératives ou de mutuelles assurant de manière durable des services d'appui utiles à la réalisation de leurs projets.

## Relevons ensemble ce défi !